

A l'occasion de la venue du président argentin Mauricio Macri le 26 janvier LETTRE OUVERTE AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

M. le Président de la République,

Sachant que dans quelques jours vous allez recevoir le président de la République Argentine, M. Mauricio Macri, nous, résidents argentins en France, avec le soutien des citoyens et organisations françaises signataires ci-dessous, voulons vous faire part de notre inquiétude concernant la régression des avancées démocratiques dans notre pays, depuis son investiture à la tête de l'État, le 10 décembre 2015.

Contrairement à ce que l'on pouvait attendre d'un candidat élu démocratiquement avec 51 % des voix et qui ne cessait de répéter qu'il respecterait les actions et décisions positives de l'ancien gouvernement, nous avons remarqué avec stupeur, dès la prise de fonctions du nouveau Président, que son intention était de détruire, non seulement les acquis de la période venant de s'écouler, mais aussi de tous ceux ayant été obtenus depuis la chute de la sinistre dictature en 1983.

Le bilan nous semble accablant :

- De graves atteintes à la liberté d'expression sont commises : des journalistes réputés sont limogés ; des programmes de la télévision et de la radio publiques sont supprimés et des médias d'opposition asphyxiés. La nouvelle administration se livre à une authentique chasse aux sorcières : des dizaines de milliers d'employés de l'administration sont renvoyés en raison de leur appartenance ou de leurs sympathies politiques présumées ou après contrôle de leurs comptes Facebook. Le mois dernier le gouvernement argentin a annulé les accréditations et visas des représentants syndicaux et des organisations sociales leur permettant de se rendre à la 11e conférence ministérielle de l'OMC qui se tenait à Buenos Aires. Tel est le cas d'Attac France, mise sur cette liste noire.

- La criminalisation des mouvements sociaux et syndicaux se poursuit depuis deux ans par une forte répression des travailleurs en grève. La scandaleuse détention préventive de Milagro Sala depuis le 16 janvier 2016 ordonnée par Gerardo Morales, gouverneur de la province de Jujuy avec le soutien du Président Macri, est un exemple de l'escalade répressive. Cette dirigeante du mouvement social Tupac Amaru et députée du parlement du Mercosur fait l'objet d'accusations arbitraires, dénoncées par toutes les instances nationales et internationales des droits humains (ONU, Cour Intéraméricaine des Droits de l'Homme (CIDH) et Amnesty international,...). La Cour Suprême argentine a d'ailleurs exigé que le gouvernement fasse droit aux demandes de libération formulés par la CIDH. La véritable cause de l'arrestation de Milagro Sala est d'avoir osé remettre en question un système excluant la population la plus démunie du Nord de l'Argentine.

- Sous couvert de lutte contre la corruption par la mise en scène spectaculaire d'arrestations d'ex-hauts fonctionnaires et d'hommes d'affaires ayant passé des contrats publics avec l'ancien gouvernement, M. Macri tente de dissimuler son implication dans le scandale des sociétés off-shore dernièrement révélé par les Panama Papers et ceci avec la complicité de plusieurs juges et des deux principaux médias argentins. Mauricio Macri et sa famille apparaissent dans plus d'une cinquantaine de ces sociétés, ce qui fait du président argentin, l'une des personnalités publiques mondiales la plus impliquée dans ce scandale. Or il n'est pas du tout inquiet par les juges locaux. Il est paradoxal que les réunions du G20, qui prétend lutter contre les paradis fiscaux soient présidées cette année par le même M. Macri.

- Alors que le pays s'endette dangereusement et que la fuite des capitaux s'amplifie, l'ensemble de la population souffre d'une inflation galopante (24,8 % en 2017). Des augmentations invraisemblables du prix de l'énergie (entre 700 et 1200%), des médicaments, de l'essence et du transport jettent des centaines de milliers de citoyens dans la pauvreté. A la nouvelle loi réduisant le montant des retraites, aux attaques contre le monde éducatif et culturel, au coup d'arrêt à une politique d'expansion de la science argentine et à la réduction du personnel hospitalier s'ajoute l'énorme quantité d'usines et de commerces fermés depuis deux ans. Ce ne sont là que quelques exemples de la dégradation des conditions de vie des Argentins.

- Les politiques de Mémoire, Vérité et Justice promues depuis douze ans sont en danger. En effet des figures emblématiques d'organisations de Défense des Droits de l'Homme ont fait l'objet de menaces de mort, sans que le gouvernement ne réagisse. Plusieurs membres du gouvernement avancent des déclarations négationnistes en menaçant de mettre fin aux procès contre les civils et militaires accusés de torture, d'assassinats, de disparitions et vols de nouveau-nés, durant la dernière dictature militaire.

L'Argentine souffre aujourd'hui avec M. Macri, d'une dérive autoritaire dont le solde s'alourdit de jour en jour :

- disparition puis meurtre de Santiago Maldonado et assassinat d'une balle dans le dos de Rafael Nahuel, militants de la cause mapuche.
- répression devant le Parlement les 14 et 18 décembre derniers lors des manifestations contre la réforme des retraites : arrestation de dizaines de manifestants et impossibilité pour les députés de l'opposition de pénétrer dans l'hémicycle, réprimés par les forces de l'ordre puis mis en examen, accusés d'avoir perturbé la séance.
- prison préventive abusive et accusation infondée de trahison à la patrie pour les membres de l'ancien gouvernement.
- persécution et répression des peuples originaires : les Mapuches en Patagonie et les Wichis dans la province de Formosa.

Enfin, dans ce climat d'atteintes aux droits humains et à la démocratie, l'ex-commissaire tortionnaire Miguel Etchecolatz condamné à 6 reprises à la prison à perpétuité pour ses crimes commis pendant la dictature (séquestration suivi de tortures et assassinats), s'est vu accorder la prison domiciliaire dans le lieu de son choix.

Monsieur le Président, vous sachant très attaché aux valeurs républicaines et démocratiques et en tant que président du pays des Droits de l'Homme, nous sollicitons de votre part lors de votre prochaine rencontre avec M. Macri de lui transmettre notre préoccupation relative à la situation actuelle de l'Argentine et en particulier celle concernant l'inquiétante dégradation de l'État de droit. A cet égard nous apprécierons que vous intercédiez pour la liberté immédiate de Milagro Sala et tous les prisonniers politiques en Argentine.

En espérant que notre lettre saura attirer toute votre attention, nous vous prions de croire, Monsieur le Président, en notre plus haute considération.

Assemblée de Citoyens Argentins en France (ACAF)

(acafcorreo@gmail.com)

Avec le soutien de :

(Premières signatures)

Noël Mamère, ancien maire de Bègles, ancien député (EELV)

François Gèze, éditeur

Caryl Ferey, écrivain

Didier Brunner, producteur de cinéma

Alicia Dujovne Ortiz, écrivaine

Miguel Angel Estrella, pianiste, ancien ambassadeur argentin auprès de l'UNESCO

Maxime Vivas, écrivain, journaliste, ex-référent littéraire d'ATTAC

20/01/2018